



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**LA FABRIQUE
DE LA DONNÉE
TERRITORIALE**

LA FABRIQUE DE LA DONNÉE TERRITORIALE

Comité des partenaires 09/03/2026

Ordre du jour

 **Ouverture et mots d'introduction**

 **Avancement des projets**

 **Prochaines étapes**

Ouverture de séance



Akim Oural

Président de la Fabrique de la
donnée territoriale

Mots d'introduction



Sébastien Soriano

Directeur général de l'IGN



Stéphanie Schaer

Directrice interministérielle
du numérique



Amélie Coantic

Directrice, adjointe du
commissaire général au
CGDD



Bertrand Monthubert

Président du CNIG

Rappels sur la méthode

Sélection par le comité
des partenaires

Comités
d'investissement
tous les six mois

REMONTÉE DES
BESOINS PAR LES
PARTENAIRES

INVESTIGATION

CONSTRUCTION

ACCÉLÉRATION

PÉRENNISATION

Base routière en
commun

Chemins ruraux et
voies communales

Obligations légales de
débroussaillage

Limites
administratives

Prochaines sélection
de défis en octobre
2026

Accessibilité
datagouv





Base routière en commun



Matthieu Le Masson

Chef de projet

IGN





Le problème à résoudre

Multiplis référentiels routiers décrivant les routes nationales, départementales, communales, autoroutes concédées, jusqu'aux voies privées ouvertes à la circulation.



Travail de production de l'information
dupliqué

Les **données** sont aujourd'hui **éparpillées** entre plusieurs acteurs : gestionnaires (État, départements, communes, sociétés d'autoroutes), IGN (BD TOPO), OpenStreetMap, bases métiers (gestion de voirie, mobilité).



Coûts suscités d'appairage des données pour produire des analyses

L'une des **causes principales** est de **ne pas disposer d'un support géométrique** qui convienne à tous (trop détaillé ou pas assez, trop "découpé" (ou pas assez...))



Usages limités de la donnée routière, de nombreuses applications pourraient naître d'une meilleure circulation de la donnée routière (trafic routier, jumeaux numériques...)





La solution identifiée

Développement d'un **Référentiel national des routes** permettant aux **bases existantes** de communiquer grâce à :

- des **définitions harmonisées**
- un **système d'identifiants** des tronçons et de **positionnement** sur le tronçon (points routiers)
- une **référence géométrique commune** (mais pas nécessairement unique)

Proposer une première **base de données riche et désirable** qui suscite un intérêt à s'y interfacer

Déployer des outils pour **simplifier l'utilisation** du référentiel (service de diffusion, géocodage PR+abscisse)

Susciter l'adhésion des gestionnaires routiers et s'assurer du **soutien de prescripteurs** de la gestion de la donnée routière

Développer des **outils collaboratifs** adapté à l'entretien du référentiel commun

Assurer une interopérabilité facilitée sur les **principaux logiciels** déployés chez les gestionnaires d'infrastructures routières (Business Geographics...)





Feuille de route et calendrier

Stratégie globale :

- déploiement progressif en commençant par les artères du réseau (routes nationales → départementales → locales)
- travail important d'articulation aux SI métier et logiciels mobilisés (3 systèmes principaux utilisés dans services routes)

Calendrier :

- Coordination en cours avec la DGITM qui souhaite engager un travail important sur son référentiel routier national

Trajectoire en cours de validation

T2 2026 - Phase 1

Démarrage d'une première phase de travail sur une base routière faisant converger de premiers référentiels

T3-T4 2026 - Phase 2

Publication d'une première version du référentiel et élargissement progressif à de nouveaux acteurs de la donnée routière (idéalement à travers une expérimentation sur un département)

Déploiement d'outils de contribution et de diffusion adaptés aux besoins



Besoins du projet

Financements

En attente de la validation du financement sur le premier volet routier national

Recherche de soutiens auprès des acteurs bénéficiant de l'émergence d'un tel référentiel de données.

Cas d'usages

La Phase 2 supposera d'interfacer le référentiel avec des données métier qui apporteront de la valeur. Les partenaires de la Fabrique sont attendus pour associer le projet à des porteurs de besoins.

Territoires d'expérimentation

Soutien par les partenaires pour le déploiement local, notamment au niveau des départements, recherche d'un territoire d'expérimentation pour la phase 2





Chemins ruraux et communaux



Yann Schwarz

Chargé d'étude DATAC

IGN



Sophie Clairet

Responsable de déploiement

Indépendante/Panoramax, Viz'eau

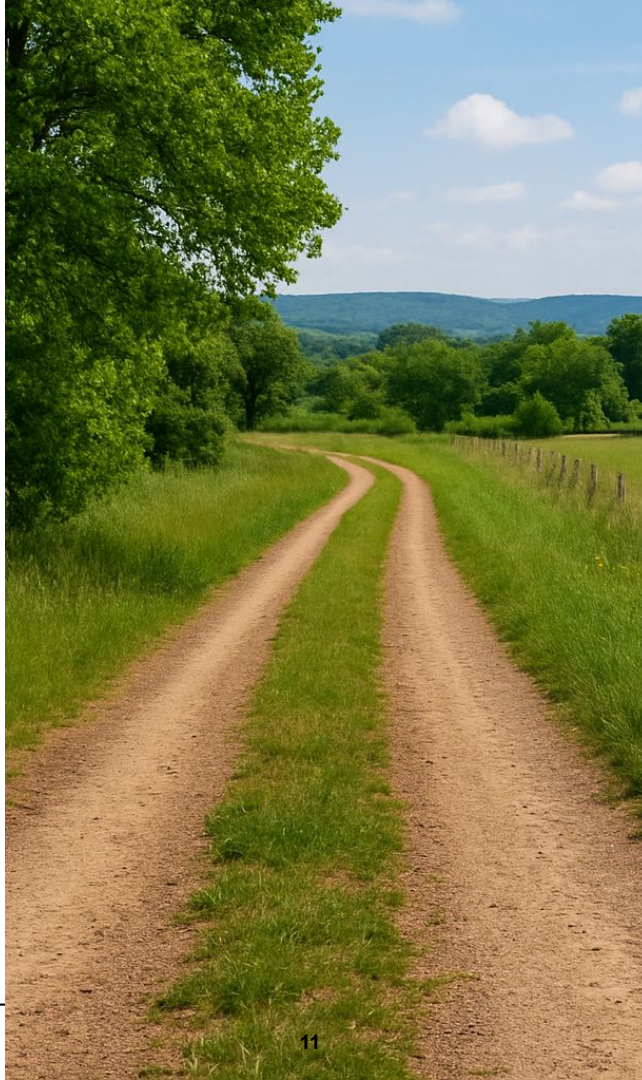


Groupe expert

Romain Lacourarie - ATD 16

Mars Den Dikken - PNR du Morvan

Ariane Rose - ANCT





Le problème à résoudre

Chemins ruraux : enjeu patrimonial

- Les sources sont **éparpillées** et **lacunaires**. Les communes ont besoin de données fiables pour établir leur **domanialité**.
- Le **tableau prévu à l'arrêté 2023**, connu ni des communes ni des départements qui sont destinataires, **n'est pas clair**. Il faut un **vrai format de données** interopérable et un mécanisme d'open data, avec certification des communes.
- **Aucun outil accessible gratuitement** aux communes ne permet de **recenser** de manière exhaustive et de transmettre leurs chemins ruraux, d'exercer leur droit.
- Des **outils experts** intercommunaux, départementaux ou privés : **qualité très variable**, formats variés, parfois onéreux, les données non transmises.
- Le **coût d'entretien** des chemins, se double par un **coût environnemental** (perte de zones humides, etc.). C'est aussi une **perte pour les habitants** de "liberté d'aller et venir".

Voies communales : enjeu de recensement

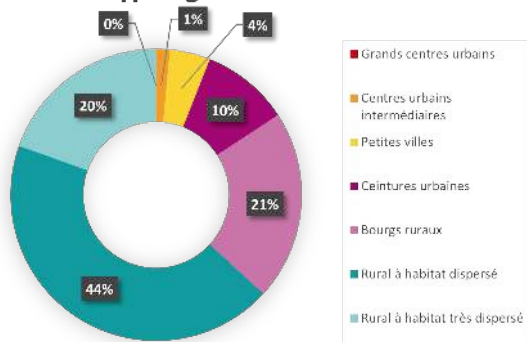
- La domanialité est plus facile à établir. Les problèmes portent davantage sur les **difficultés de recensement**, surtout lorsque les voies sont renommées lors de l'adressage : **manque d'outil de recensement** et de **système de transmission de l'information**.

Le problème est contaminant pour les politiques publiques fondées sur des bases de données géographiques : connaissance du territoire, protection de l'environnement, aménagement, urbanisme, police, prévention des risques, lutte anti-feu, tourisme, calcul des dotations...

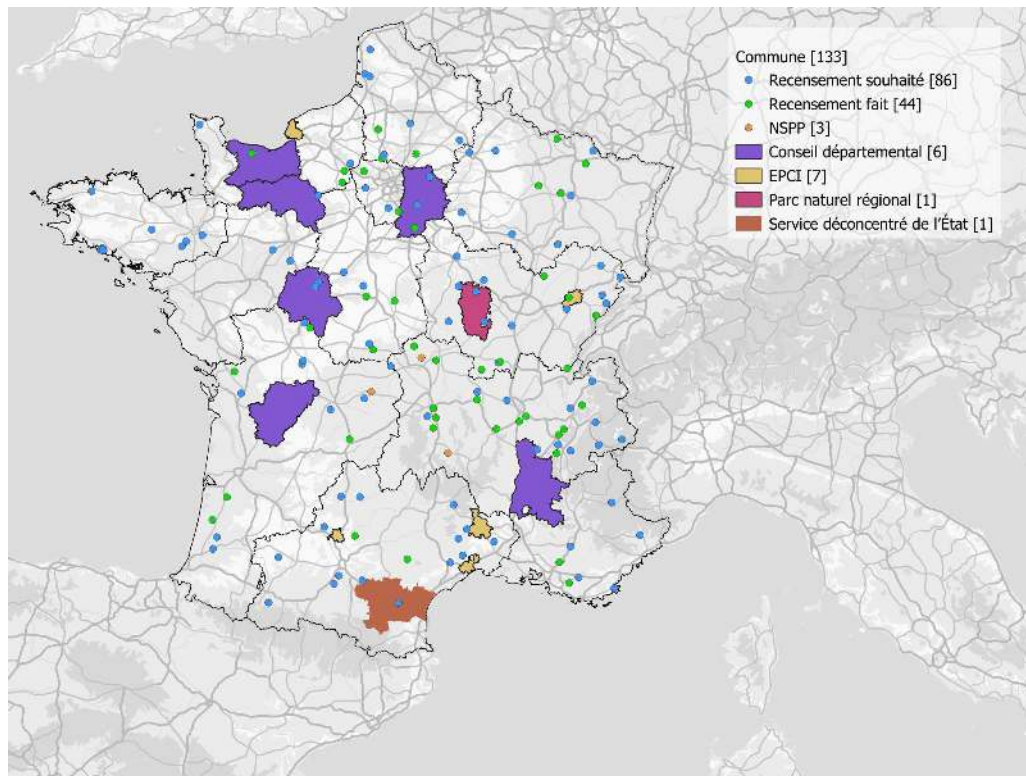


Écosystème

Typologie des communes



Et des “prestataires” publics et privés : bureaux d’études, agences techniques, entreprises intervenant parfois aussi sur l’adressage.





Une solution opérationnelle initiale

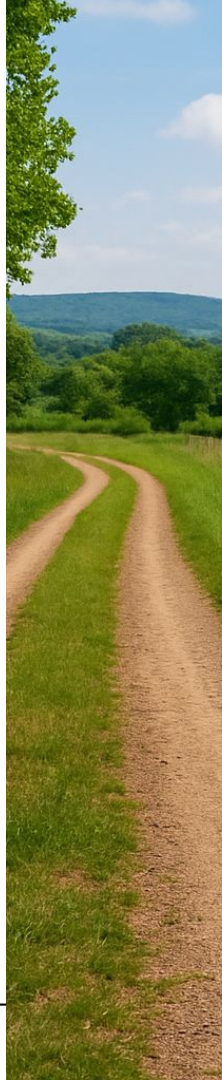
Informers les communes et leurs partenaires :

- proposer une **base documentaire** (juridique, réglementaire, bonnes pratiques, etc.) ;
- mise en place d'un **espace d'échange** ;
- identification des **partenaires** qui peuvent accompagner les communes (souvent les mêmes que pour l'adressage, synergies).

Mettre en place un format d'échange de données (ainsi qu'un validateur).

Mise en place d'un “kit” de recensement :

- une proposition de **données et fonds nationaux et locaux** (cadastre, BD TOPO, les vues aériennes, PDIPR, OSM, etc. (recensement en cours)) ;
- une **méthodologie** (numérique associée à une vérification terrain) ;
- une **solution** minimale **technique**.





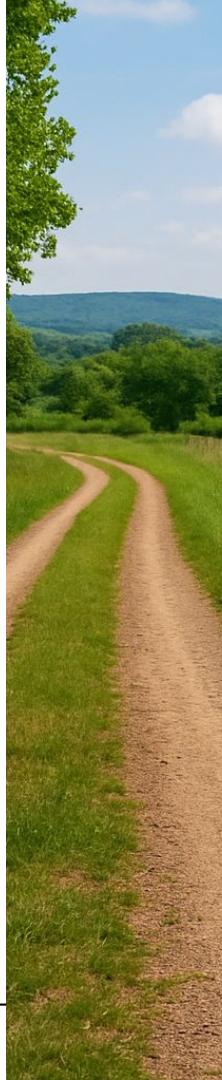
Une solution durable identifiée

Outil simple façon Mes Adresses :

- Largement plébiscité par les petites communes, accessible gratuitement aux “non tech”, secrétaires de mairies, idéalement associé/adossé à **Mes Adresses** (+ 27 000 communes utilisatrices).
- L'outil permet aux communes de renseigner les éléments du format de données, de certifier pour transmission en open data en respect de la gouvernance, de récupérer des données actualisées.

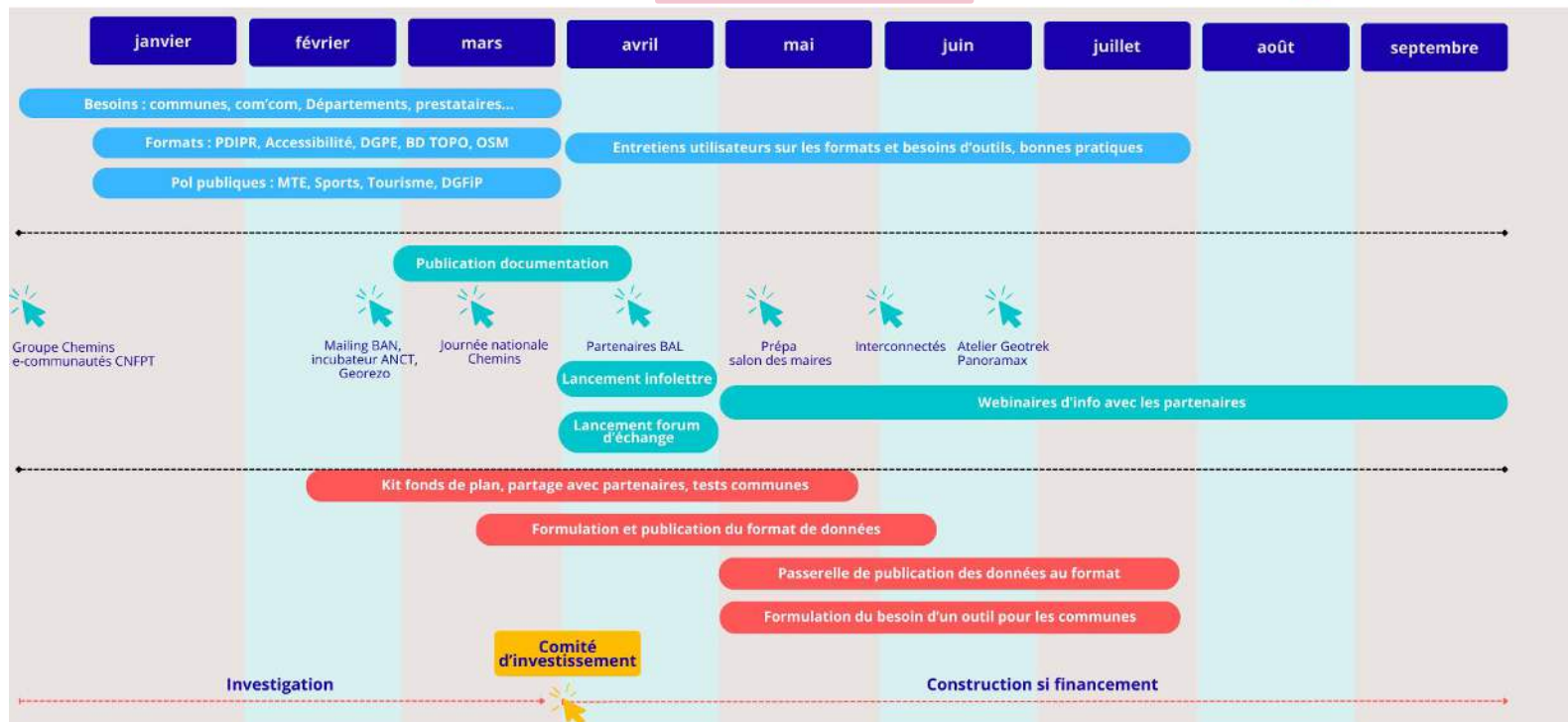
Passerelles interacteurs :

- mise en place d'une **politique open data** (plateforme, licence, mots-clés) facilitant les échanges ;
- **lien technique** avec les autres projets : accessibilité du cheminement en voirie, documents d'urbanisme, itinéraires de randonnée, dessertes pour le transport de bois, routes/voies, etc ;
- **développement de la passerelles** techniques pour mise à jour des bases de données géographiques.





Feuille de route et calendrier





Besoins du projet

Financement

En cours d'évaluation.
Plusieurs scénarios seront
proposés en fin d'investigation.

Financeurs pressentis :

- MAASA/DGPE
- Intérieur/DGCL
- MTE/DGALN/DEB
- Finances/DGE

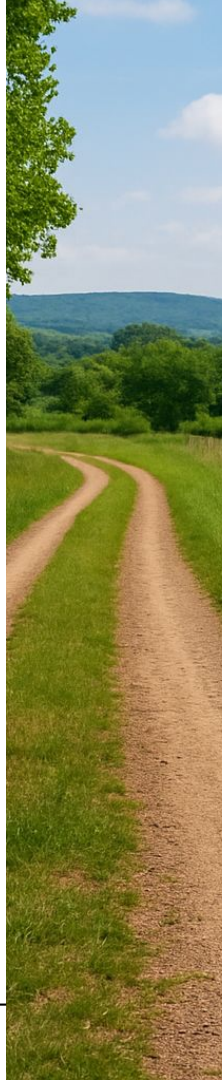
Besoin de relais auprès de ces
potentiels partenaires

Collaboration sur le format des données

Promouvoir le lancement préconisé
d'un groupe de travail sur
l'harmonisation des données sur
les voies communales et les
chemins ruraux.

Évolutions réglementaires à envisager

Précisions à apporter sur l'arrêté
Clarification sur l'open data de ces
données





Limites administratives et compétences territoriales



Benjamin Bardot

Chargé de mission Data

Arnia BFC



Christian Quest

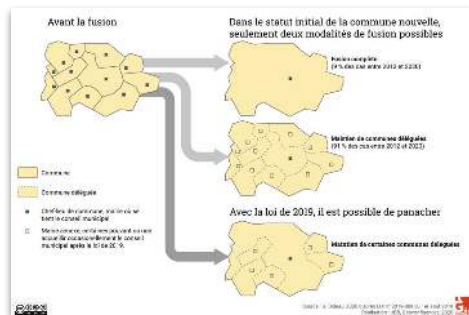
Responsable produit

Fabrique de la donnée
territoriale



Une investigation qui débouche sur 3 problèmes

Gérer les mises à jour



Où passe la limite ?



Qui est compétent ici ?





Gérer les mises à jour

Proposition de fin
d'investigation

Le problème

Chaque année plusieurs dizaines de **communes** connaissent des mutations notamment en fusionnant. Ces **mutations** peuvent aujourd'hui intervenir **tout au long de l'année** et n'être représentées que tardivement dans les référentiels. Entre-temps, certaines **démarches administratives** et beaucoup de processus sont **difficiles**. Localement, chacun **s'organise pour pallier** ces problèmes et créent **d'importants coûts cachés**.

La solution envisagée

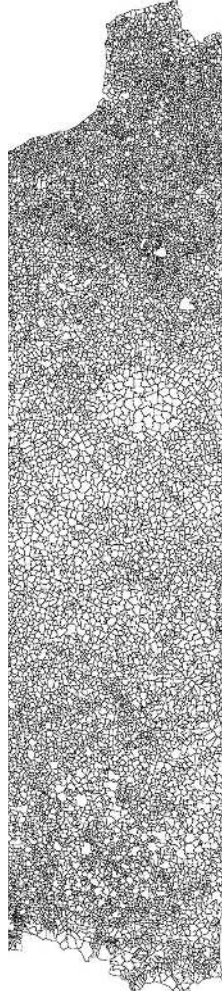
Stabiliser une **date limite** pour notification en préfecture des **modifications au 30 septembre** (comme la DGFIP) pour publication au 1er janvier, afin que la prise en compte puisse être menée par l'ensemble des acteurs et notamment l'INSEE et l'IGN dans leurs référentiels.

Prochaines étapes & Besoins de l'équipe

Identifier le **bon porteur de ces évolutions réglementaires** (Ministère de l'Intérieur probablement, Finances important également).

Quel dispositif légal pour pousser cette démarche de simplification ?

Travail réglementaire à mener avec le **soutien des partenaires de la Fabrique** pour amener une simplification du processus de signalement des modifications auprès de la DGCL.





Où passe la limite ?

Solution en cours
d'investigation

Le problème

Les **bases de données de référence**
Admin Express et le cadastre PCI
Vecteur **ne convergent pas toujours**
sur une même limite communale.

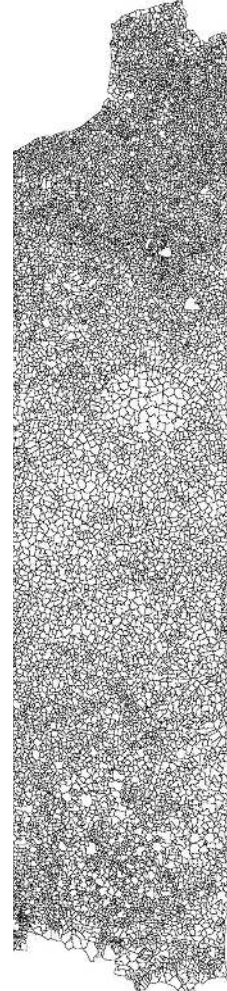
Cette divergence peut entraîner des
difficultés sur plusieurs aspects de la
gestion territoriale (responsabilité,
adressage, procès verbaux) et
l'**aménagement** du territoire dans ses
périphéries.

La solution envisagée

Mettre en place un **processus**
administratif associé à un **outil**
permettant aux communes de
valider ou de **modifier** les **limites**
faisant consensus d'un point de vue
topographique pour devenir des
limites réglementaires

Prochaines étapes & Besoins de l'équipe

Creuser les **aspects juridiques**,
trouver le **process de validation**
pour que les limites deviennent
opposables (comparer notamment
avec les actes de fusion de
communes ou de transfert de
terrain).





Qui est compétent ?

Solution en cours
d'investigation

Le problème

L'accès facile à une **donnée géographique de référence sur les organisations intercommunales n'existe pas**. Plusieurs acteurs développent à l'échelle locale des outils permettant d'avoir une connaissance cartographique des compétences.

Par ailleurs **l'investigation a permis de mettre en évidence** que le processus de constitution de la base intercommunale de la **Banatic est fragile**. Il est suivi de manière très **hétérogène** par les **préfectures**.

La solution envisagée

Pas de solutions arrêtées à ce jour

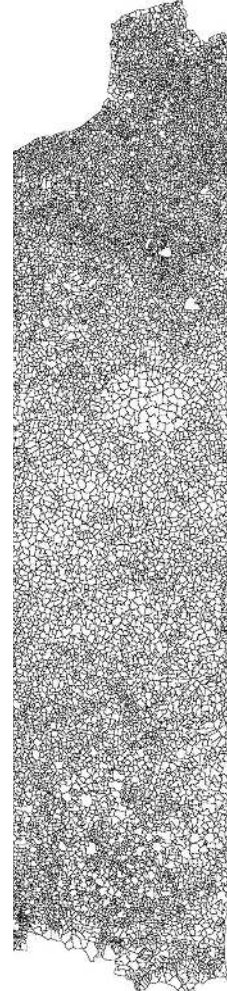
Entretiens à mener auprès des **agents en préfectures** qui font remonter de l'information à la Banatic

Réflexion sur le développement de **nouveaux canaux** permettant d'alimenter la **Banatic** via des acteurs plus proches du terrain.

Prochaines étapes & Besoins de l'équipe

Echanges en cours avec des acteurs confrontés à cette problématique et produisant leur **propre référentiel**

Échanges à mener avec les **préfectures** pour identifier des manières plus efficaces de contribuer au référentiel Banatic.



Obligations légales de débroussaillage (OLD)



Marion Dumont

Cheffe de projet - Services OLD

IGN



Lionel Gaudiot

Directeur territorial adjoint,
intrapreneur OLD

IGN



Le problème à résoudre

- La **réglementation** autour des OLD est **très complexe à comprendre** et à interpréter sur le terrain, **freinant son application** et ses **effets bénéfiques**, attendus pour limiter les impacts du risque **feux de forêt**.
- Les **enjeux** sont de savoir :
 - **où** débroussailler,
 - **qui** en est responsable,
 - **informer** tous les acteurs impliqués (propriétaires impactés, collectivités, opérateurs de contrôle...),
 - et de concevoir un **socle commun** autour des OLD.
- Sur demande du MAASA/DGPE, **l'IGN produit actuellement une première couche nationale** des zones à débroussailler autour des infrastructures bâties (en passant à l'échelle les développements réalisés par la DDT de la Drôme), qui sera consultable et téléchargeable sur [cartes.gouv](https://cartes.gouv.fr).
 - Ces premières données seront **à améliorer de manière collaborative**, pour intégrer l'ensemble des infrastructures bâties concernées, les contraintes autour des réseaux routiers, ferrés et des linéaires électriques, mais aussi les **adaptations locales** de la réglementation par arrêté.
 - Une **dynamique nationale** est aujourd'hui nécessaire pour **encapaciter l'ensemble des territoires** sur la sensibilisation, la facilitation et le suivi de l'application des OLD, en développant des services autour de ce socle.





Les solutions identifiées

Investigation en cours ! voici nos premières pistes...



Amélioration des données OLD

- remontée des réglementations locales
- données sources collaboratives
- signalement d'erreurs de mise à jour
- standard de données OLD



Sensibiliser les acteurs impliqués

- atlas cartographique communal
- fiche réglementation OLD à la parcelle
- publipostage des propriétaires concernés
- plateforme d'information dédiée aux OLD



Faciliter l'application des OLD

- contact des voisins impactés
- calculateur de répartition du coût des travaux
- guichet de déclaration de travaux
- annuaire des prestataires OLD
- carte des sites de dépôt de déchets verts
- kit de cartes utiles pour savoir comment débroussailler
- kit de données OLD pour élaborer les plans communaux de débroussaillage



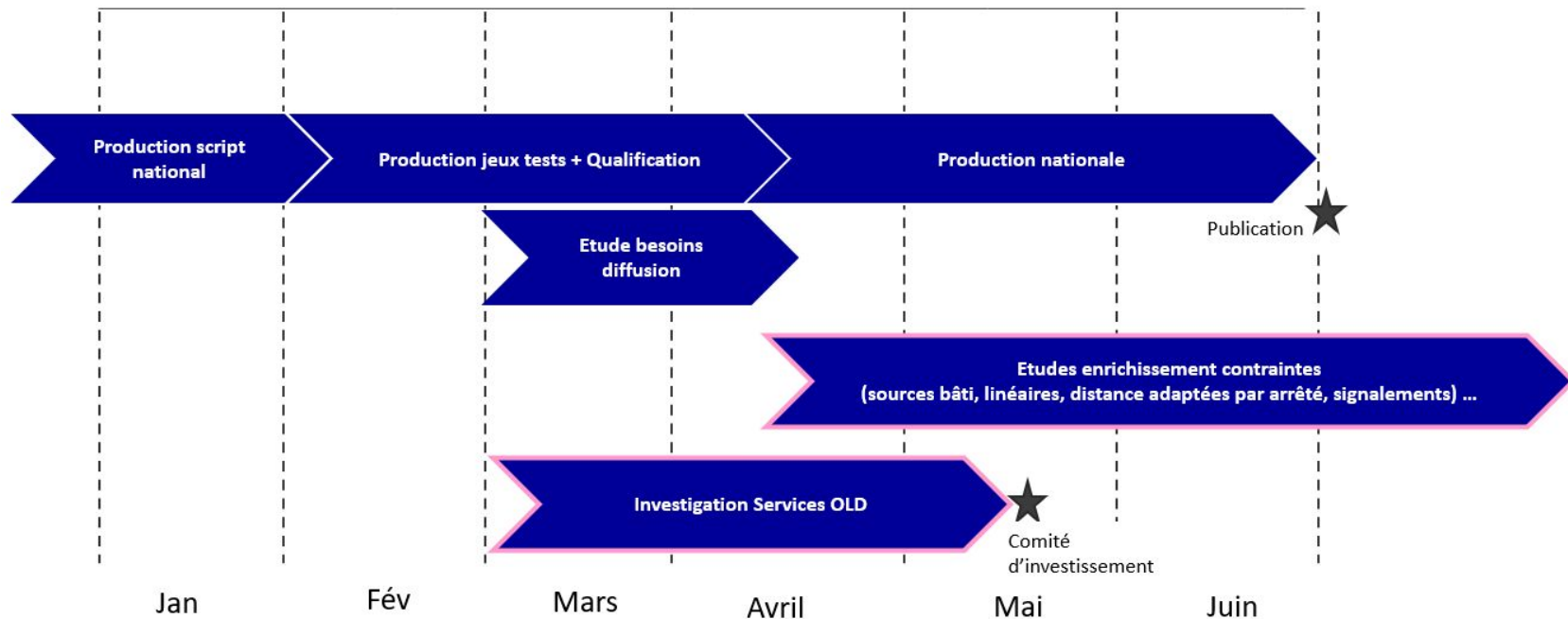
Suivi de l'application des OLD

- outil de suivi des contrôles terrain
- tableau de bord des OLD par territoire





Feuille de route et calendrier





Besoins du projet

Données nationales OLD

- Participation des **producteurs de données OLD** à la dynamique nationale (contribution GT, rationalisation actions)
- **Adhésion des acteurs dépositaires de données sources**, notamment gestionnaires de réseau, préfectures/collectivités (remontée de données, saisie collaborative)
- **Retours utilisateurs**

Services OLD

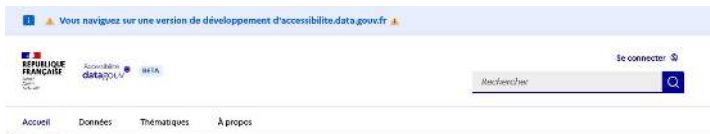
- Besoins et cas d'usage, **participation à l'investigation** → [contacts d'intérêt à relayer via ce formulaire](#)

Recherche active de partenaires et de financements

- pour enrichir et améliorer les données socle
- pour porter le développement des services impactant identifiés par l'investigation → **comité d'investissement en mai**



Point d'accès unique aux données d'accessibilité



Le Point d'Accès Unique aux Données d'Accessibilité

accessibilite.data.gouv.fr vise à faciliter l'accès, l'ouverture et la réutilisation des données d'accessibilité. Vous y trouverez des données liées téléchargées et utilisées de manière libre et gratuite.



Isabelle Saurat

Déléguée interministérielle à l'accessibilité - Intrapreneure

Délégation interministérielle à l'accessibilité (DIA)



Tu-Tho Thai

Responsable produit

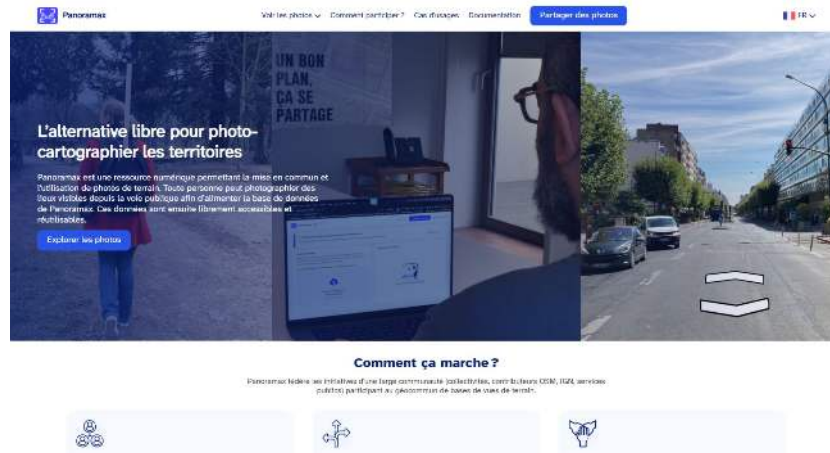
Indépendante

Actualités

- Lancement du projet en mars 2026 grâce au soutien de la CNSA
- Construction d'un site de référence pour accéder aux données d'accessibilité
- Priorité des six premiers mois :
 - accompagner les acteurs publics à systématiser le pilotage de leurs politiques publiques d'accessibilité via les données
 - travailler sur une navigation simplifiée des sites thématiques de data.gouv.fr et une cartographie accessible
 - trouver des sponsors supplémentaires



Panoramax



Amélie Crépin
Intrapreneure
IGN



Christian Quest
Responsable produit
IGN

Actualités

- Déploiement progressif sur le réseau routier, croissance continue des contributeurs et des contributions (350 contributeurs/mois ; + 4 millions de photos/mois)
- Lancement en décembre 2025 de Côte d'Or Street porté par François Sauvadet (Président du CD21)
- Partenariat important en cours avec le Ministère de Transports des Pays-Bas, et perspectives au Portugal
- Structuration d'une fondation internationale pour l'été 2026
- Ressources de l'équipe réduite, IGN seul financeur en 2026, nécessité de diversifier le financement.

Référentiel national des bâtiments



Félix Veith

Responsable produit

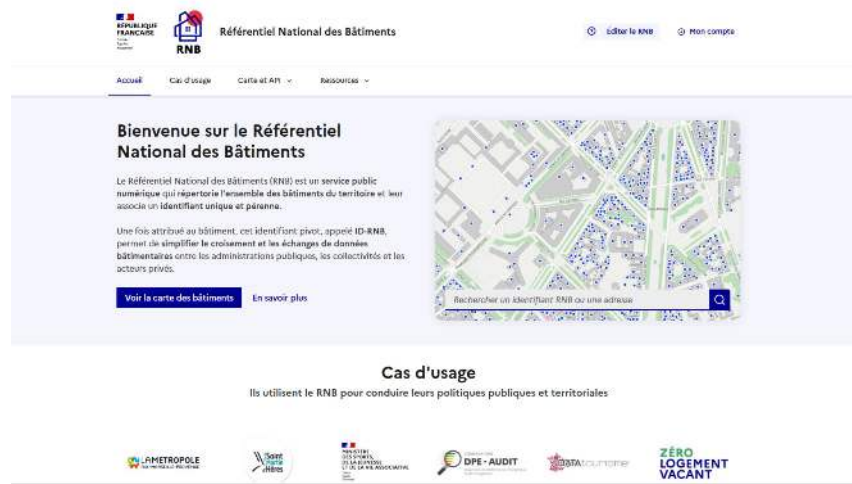
Indépendant



Audrey Houssais

Entrepreneure d'intérêt général

DINUM



Actualités

- Le Référentiel est mobilisé dans un nombre croissant de bases nationales et locales
- Il a été ouvert à la contribution et dispose de plusieurs outils pour alimenter, corriger et mettre à jour le référentiel
- Travail en cours sur la gouvernance à long terme du référentiel
- Pérennisation en cours du RNB à l'IGN, intégration progressive d'agents à l'équipe (tuilage)
- Financements réduits sur l'année, et à risque pour l'année 2027

Prochaines étapes

Les temps forts 2026

Mai 2026 : 2e édition du hackathon de la Fabrique de la donnée territoriale

1er octobre 2026 : 3e comité des partenaires à l'issue de la 2e édition du Forum de la Donnée Territoriale à la DINUM - sélection de nouveaux défis et suivi des projets sélectionnés

Conclusion



Akim Oural

Président de la Fabrique de la
donnée territoriale



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**LA FABRIQUE
DE LA DONNÉE
TERRITORIALE**

MERCI POUR VOTRE ENGAGEMENT